

Brochure n° 3174

Conventions collectives nationales

INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE

IDCC : 716. – **Employés et ouvriers de la distribution de films**

IDCC : 892. – **Cadres et agents de maîtrise
de la distribution de films**

(4^e édition. – Février 2003)

ACCORD DU 28 AVRIL 2005

RELATIF AUX SALAIRES 2005

(CADRES ET AGENTS DE MAÎTRISE)

NOR : *ASET0650091M*

IDCC : 892

Entre :

La fédération nationale des distributeurs de films,

D'une part, et

La fédération des travailleurs de l'information, du livre, de l'audiovisuel et de la culture CFDT ;

La fédération des syndicats des arts, spectacles, presse, audiovisuel et communication FO ;

La fédération nationale des syndicats du spectacle, de l'audiovisuel et de l'action culturelle CGT ;

La fédération française des syndicats de la communication écrite, graphique et audiovisuelle CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le présent accord est conclu conformément à la loi n° 50-205 du 11 février 1950 dans le cadre des directives données par le Gouvernement.

Article 2

Il est valable pour l'ensemble du territoire français et applicable à toutes personnes ou entreprises régulièrement adhérentes ou qui adhéreront à une organisation signataire soit directement, soit par l'intermédiaire d'une organisation affiliée à l'une des organisations signataires.

Article 3

La liste des coefficients de salaires et le barème des salaires minima pour 151,67 heures, annexés à la convention collective des cadres et agents de maîtrise de la distribution des films de l'industrie cinématographique du 30 juin 1973 intervenue entre les organisations signataires du présent accord et modifiée le 1^{er} avril 2004 sont remplacés par la liste des coefficients de salaires et par les barèmes qui fixent les salaires minima au 1^{er} mai et au 1^{er} décembre 2005.

La seule obligation résultant, sur ce point, du présent accord est que la rétribution de chaque salarié, cadre ou agent de maîtrise, toutes primes comprises, à l'exception des primes ayant le caractère de remboursement de frais, soit au moins égale au salaire minimum résultant de la qualification du salarié.

Article 4

Tout salarié doit avoir touché à partir du 1^{er} mai 2005 un salaire au moins égal à son salaire réel au 1^{er} octobre 2004, augmenté de 1,00 %.

Tout salarié doit avoir touché à partir du 1^{er} décembre 2005 un salaire au moins égal à son salaire réel au 1^{er} mai 2005, augmenté de 0,80 %.

Article 5

En cas de contestation concernant l'application du présent accord et de ses annexes, les litiges seront, dans un délai de huitaine, examinés en commun par les parties signataires.

Article 6

Le texte du présent accord et de ses annexes sera déposé aux directions départementales du travail et de l'emploi, conformément aux articles L. 132-8 et R. 132-1 du code du travail.

Il en sera signé un certain nombre d'exemplaires pour que chaque organisation adhérente aux organisations signataires puisse faire le nécessaire, chacune en ce qui la concerne.

Article 7

Conformément à l'article L. 132-9 du code du travail, tout syndicat professionnel qui n'est pas partie au présent accord pourra y adhérer ultérieurement.

Cette adhésion sera valable à partir du jour qui suivra celui de la notification de l'adhésion aux directions départementales du travail et de l'emploi où le dépôt aura été effectué.

Article 8

Les parties conviennent de se rencontrer si, pendant l'application du présent accord, l'indice général des prix connaissait une évolution substantielle.

Fait à Paris, le 28 avril 2005.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème des salaires minima des agents de maîtrise et cadres

(En euros.)

QUALIFICATION	COEFFICIENT hiérarchique de salaire	AU 1 ^{er} octobre 2004	AU 1 ^{er} mai 2005	AU 1 ^{er} décembre 2005
Chef vérificateur	100	1 243	1 255	1 265
Comptable, niveau II Agent administratif, niveau II Assistant marketing, niveau II	107	1 330	1 343	1 354
Chef de service expédition et vérification	114	1 417	1 431	1 443
Assistance contrôleur de gestion Chargé des services généraux Assistant Assistant chef de produit Attaché de presse, niveau I Programmeur	118	1 466	1 481	1 493
Représentant, niveau I	119	1 480	1 495	1 507
Contrôleur de gestion junior Chef de produit junior Assistant du service technique	141	1 753	1 771	1 785

QUALIFICATION	COEFFICIENT hiérarchique de salaire	AU 1 ^{er} octobre 2004	AU 1 ^{er} mai 2005	AU 1 ^{er} décembre 2005
Trésorier Chef de groupe comptable Assistant de direction	142	1 766	1 784	1 798
Attaché de direction, niveau I Attaché de presse, niveau II Chef de projet	145 (150)	1 803	1 821	1 836
Responsable des services généraux Responsable administration des ventes	161	2 002	2 022	2 038
Chef programmeur	165	2 052	2 073	2 089
Chef de service, niveau I Chargé de promotion Représentant, niveau II	172	2 139	2 160	2 178
Chef comptable Contrôleur de gestion Gestionnaire ressources humaines Juriste Chef de produit marketing	188	2 338	2 361	2 380
Attaché de direction, niveau II Chef du service technique	190	2 363	2 387	2 406

QUALIFICATION	COEFFICIENT hiérarchique de salaire	AU 1 ^{er} octobre 2004	AU 1 ^{er} mai 2005	AU 1 ^{er} décembre 2005
Chef de service, niveau II	218	2 711	2 738	2 760
Chef de service, niveau III	248	3 084	3 115	3 140
Directeur d'agence	256	3 183	3 215	3 241
Directeur divisionnaire ou directeur des agences	288	3 580	3 616	3 645